

force étrangère. J'hésite à parler ici de la Restauration ; mais, après tout, je pense que ses amis, même les plus fidèles, regretteront qu'elle n'ait pas transigé avec les idées dont la presse était l'organe. Divers essais malheureusement abandonnés ont montré que cette transaction était possible, et que dans cette voie le monarque qui avait ouvert son règne par ces mots : *Plus de censure*, aurait vécu en paix avec cette puissance du temps, ou du moins aurait été inviolable devant elle.

Très certainement, l'adhésion du pays et l'appui de l'opinion publique sont les meilleures garanties de la durée d'un pouvoir ; tout gouvernement qui ne sait pas les acquérir ou les conserver n'a qu'une existence fragile. Ce sont là des vérités banales, des lieux communs. Mais l'esprit public d'une grande nation n'est pas une cire molle, sur laquelle il soit donné au premier essayant de faire une empreinte. On conçoit qu'une minorité ardente, active, ayant à son service des hommes de talent, pourra multiplier ses journaux ; mais on a beau parler haut et souvent, le petit nombre n'est toujours que le petit nombre. Pour la grande masse, il faut des causes d'incompatibilité réelles, générales, profondes, accumulées, fermentant durant de longues années, pour éclater en un fait aussi grave qu'une révolution politique. La presse peut bien constater ces causes, quand elles existent, mais non les produire. Et le gouvernement constitutionnel résiste encore plus que tous les autres, précisément parce qu'il admet et régularise les variations nécessaires de l'opinion et les changements qu'elles appellent dans la direction des affaires, dans la législation et dans l'administration.